

Le verdict des Etats généraux de l'alimentation tombe jeudi

© 19/12/2017 |  Terre-net Média

Sortie des pesticides, loi sur les négociations commerciales et financement des investissements agricoles sont attendus par les agriculteurs, industriels, distributeurs et associations environnementales qui participeront jeudi au bilan des Etats généraux de l'alimentation.

Le président Emmanuel Macron avait promis **une nouvelle loi sur les négociations commerciales** entre producteurs, industriels et distributeurs le 11 octobre à Rungis en conclusion de la première partie des **Etats généraux** portant sur la création et la répartition de la valeur. En contrepartie, il demandait aux 24 inter-professions agricoles de lui présenter **un plan de filières** avant la fin de l'année. Les agriculteurs attendent donc qu'à l'occasion de ce bilan du deuxième chantier portant sur une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous, le gouvernement présente le projet de loi qui doit être voté avant juin 2018.

« Nous avons fait notre part du chemin » en présentant les plans de filières, maintenant « les agriculteurs attendent du concret », a indiqué Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, lundi devant une poignée de journalistes. Malgré la signature d'une charte de bonne conduite en novembre par tous les distributeurs, « les prédateurs sont en liberté à nouveau, et se moquent des engagements pris devant (le ministre de l'agriculture) Stéphane Travert et Benjamin Griveaux » (alors secrétaire d'Etat à l'économie), a déploré la présidente du plus important syndicat agricole français.

« Tout ceux qui ne changent pas leurs pratiques dans les négociations actuelles, alors qu'une loi est en préparation, prennent quand même le risque que la loi soit plus contraignante », a pour sa part prévenu le président des Chambres d'agriculture, Claude Cochonneau.

Tous les participants aux Etats généraux attendent également de savoir comment seront répartis les 5 milliards d'euros du plan d'investissement agricole que le président Macron souhaitait voir distribuer « rapidement, c'est-à-dire dans le semestre, en lien direct avec les régions ».

Au-delà de ces mesures très attendues, le deuxième chantier des Etats généraux de l'alimentation aura été l'occasion pour toutes les parties d'exposer leur vision de ce que devrait être l'agriculture du futur. « C'était osé de mettre autour de la table l'ensemble des organisations syndicales agricoles, des industriels, de la grande distribution et des ONG », admet le coordinateur des Etats généraux Olivier Allain, qui assure qu'il y a eu une « forme d'unanimité sur la méthode ». Ainsi les mesures concernant la formation, le gaspillage, ou la sécurité alimentaire ont fait facilement consensus, ont rapporté plusieurs participants aux ateliers.

Pas naturellement consensuel

L'atelier 11, portant sur la transition écologique « n'était pas naturellement rassembleur et consensuel », admet son co-président, le député Dominique Potier. « Le principe d'une transition agro-écologique a été acté assez rapidement », les débats ont porté sur les modalités et le rythme de cette transition, a-t-il expliqué à l'AFP.

Les associations environnementales attendent l'annonce d'un plan de sortie des pesticides, dans la lignée du plan Ecophyto II, avec des solutions pour sortir du glyphosate en trois ans, comme annoncé par Emmanuel Macron. « Tout un travail a été fait pour relancer **Ecophyto II** de façon un peu plus musclée avec des objectifs obligatoires à atteindre », explique François Veillerette, porte-parole de Générations Futures.

« Tout le monde a le pied sur l'accélérateur », dans la profession agricole pour **utiliser moins de produits phytosanitaires**, mais « les objectifs chiffrés sont imbéciles », a estimé pour sa part la présidente de la FNSEA, en rappelant le fiasco du plan Ecophyto I qui promettait de diviser par deux l'usage des produits phytosanitaires d'ici 2018.

Face à l'ampleur des sujets traités pendant ces quelques mois, l'association France Nature Environnement (FNE) demande au gouvernement « l'assurance qu'après ces annonces, on aura un deuxième temps en janvier où on travaillera la cohérence entre les conclusions des Etats généraux et les différentes actions que (le gouvernement) va mettre en place », a expliqué à l'AFP Camille Dorioz. « Le but c'est de trouver une cohérence » entre les actions législatives, les plans de filière, et tous les autres plans d'actions qui seront mis en place dans les ministères.